

# Préface

La pandémie de COVID-19 a déstabilisé nos sociétés et nos économies. Ces profonds bouleversements ont aussi été fortement ressentis par les jeunes. Ceux-ci risquent certes moins de développer des symptômes physiques graves liés au COVID-19 ; en revanche, ils subissent de plein fouet les conséquences à moyen et long terme de la crise. Les répercussions économiques et sociales de la pandémie, la détérioration des perspectives d'emploi et de carrière et les risques d'exclusion et de pauvreté sont autant de difficultés auxquelles il est plus difficile de faire face au printemps de sa vie.

Face aux perspectives incertaines, les jeunes ont fait preuve d'une grande résilience. Démontrant un véritable esprit de solidarité, ils ont su, non seulement affronter les difficultés liées à la crise, mais aussi se rendre utiles aux autres par un grand nombre d'actions. Leur participation dans une multitude de projets soutenus par les programmes européens, tels qu'Erasmus+ ou le Corps européen de solidarité, constitue la preuve vivante de cet engagement, tout comme leur mobilisation massive dans les organisations de jeunesse ou les services nationaux de volontariat. Les jeunes générations ont montré qu'elles avaient à cœur de porter secours à ceux qui en avaient le plus besoin. Pour autant, il ne suffit pas de se référer à des exemples pour élaborer les politiques dont nous avons besoin. Il faut, pour cela, des éléments probants et une analyse systématique.

Ce rapport de l'OCDE intitulé « *La gouvernance au service des jeunes, de la confiance et de la justice intergénérationnelle – Des politiques adaptées à toutes les générations ?* » apporte des éclairages précieux sur l'expérience des jeunes d'aujourd'hui, qu'il s'agisse des défis auxquels ils font face ou des conditions requises pour qu'ils expriment leur potentiel. Fondé sur des éléments probants, il révèle l'existence de nombreuses bonnes pratiques, mais il montre aussi la nécessité de donner aux jeunes plus de moyens d'agir. Ces constatations établissent que nous devons redoubler d'efforts en matière de cohésion sociale et de solidarité. Les éléments probants sur lesquels elles reposent montrent que la gouvernance publique est cruciale afin d'accompagner la transition des jeunes vers l'autonomie. Pour que les institutions publiques conservent leur légitimité, et que l'action publique produise un véritable impact, nous devons faire que les jeunes soient impliqués et représentés.

Ce rapport prône une gouvernance intégrée pour accompagner la transition des jeunes vers l'autonomie, tout en constatant que les progrès dans l'instruction et la santé ainsi que les avancées technologiques n'ont pas toujours produit des perspectives plus favorables pour eux. Il soulève aussi une question cruciale : celle de la confiance des jeunes citoyens dans les institutions publiques, de leur participation et de leur représentation. Il présente les voies institutionnalisées et non institutionnalisées de participation à la vie publique empruntées par les jeunes, en s'intéressant au rôle, à cet égard, des dispositifs juridiques, des outils de gouvernance et des capacités.

Il soulève également des questions touchant aux ressources et à la solidarité entre les générations. Dans les pays de l'OCDE, l'amélioration des conditions de vie et l'accroissement de l'espérance de vie provoquent l'augmentation de la part relative dans la population des générations les plus âgées et de leurs besoins de ressources. Il en résulte la nécessité d'analyser l'ampleur des inégalités entre les générations et de réfléchir aux solutions possibles.

Ces éléments devraient renforcer notre détermination à prendre en compte, dans nos plans de relance, les difficultés considérables auxquelles font face de nombreux jeunes. En s'associant pour analyser les problèmes actuels, les États membres, l'Union européenne et l'OCDE renforcent leur aptitude collective à trouver des réponses adaptées sur le terrain de l'action publique. Ce rapport met clairement en relief l'intérêt, à cet égard, d'une stratégie cohérente, transsectorielle et participative en matière de jeunesse. Il illustre aussi comment de nouveaux outils de gouvernance tels que les analyses d'impact favorisent l'intégration plus systématique des questions de jeunesse dans l'action publique et le dialogue intergénérationnel.

L'investissement dans les jeunes générations demeure au centre de notre action. Aussi faut-il nous efforcer d'ouvrir des perspectives nouvelles, pas seulement *pour eux*, mais *avec eux*. En nos qualités de Commissaire européenne et de Ministre, nous estimons également qu'il est important de porter la même attention aux trois grands domaines d'action de la stratégie de l'UE en faveur de la jeunesse — « Mobiliser - Connecter - Autonomiser » — et de poursuivre chacun de ces objectifs sans relâche. Pour ces raisons, nous nous attachons à renforcer les programmes de l'Union européenne tels qu'Erasmus+ et le Corps européen de solidarité, afin qu'ils soient plus largement accessibles et inclusifs. Au travers des milliers de projets qu'ils soutiennent chaque année, ces programmes permettent aux jeunes de créer leurs propres espaces de participation civique et d'action communautaire.

Nous devons être à l'écoute de nos jeunes, de manière active, car il ne peut y avoir de justice sans que la voix de chacun soit entendue.

La poursuite des objectifs de la stratégie de l'UE en faveur de la jeunesse et un dialogue authentique entre cette génération et les décideurs : telles sont les deux grandes aspirations qui nous permettront de prendre les jeunes Européens au sérieux. Les travaux de l'OCDE sur l'autonomisation des jeunes et la justice intergénérationnelle nous aideront à cet égard. Il nous faut prendre en compte le bien-être des générations actuelles comme futures et, à cet effet, intégrer de façon plus systématique les enjeux intergénérationnels dans l'élaboration et la programmation de nos stratégies, renforcer nos capacités de prospective stratégique de sorte à inscrire l'action publique dans une perspective de plus long terme, encourager le dialogue et renforcer notre transparence et notre redevabilité s'agissant de nos choix stratégiques.

Nous vous prions de croire en l'expression de nos sentiments les meilleurs.



Franziska Giffey,  
Ministre fédérale de la Famille, des Personnes  
âgées, de la Femme et de la Jeunesse  
(BMFSFJ)



Mariya Gabriel,  
Commissaire européenne à l'Innovation, la  
Recherche, la Culture, l'Éducation et la  
Jeunesse



Extrait de :

## Governance for Youth, Trust and Intergenerational Justice

Fit for All Generations?

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/c3e5cb8a-en>

### Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2021), « Préface », dans *Governance for Youth, Trust and Intergenerational Justice : Fit for All Generations?*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/33fa7afe-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.